

Monsieur Philippe de Ladoucette
Président de la Commission de Régulation de l'Energie
2, rue du 4 Septembre
75084 Paris Cedex 02

Saint Ouen, le 24 avril 2009

Objet : Consultation sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole

Monsieur Le Président,

Veillez trouver ci-joint la réponse de GDF SUEZ à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.



Henri DUCRE,
Directeur de la Branche Energie France
Membre du Comité Exécutif

Réponse de GDF SUEZ à la consultation publique sur les Principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole

Préambule

En préalable à la réponse à la Consultation publique de la CRE sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole, GDF SUEZ souhaite indiquer que ce sujet doit être analysé de façon plus générale en prenant en compte deux éléments qui ne sont pas repris dans la présente Consultation.

Le premier concerne une compensation intégrale des charges liées à l'obligation d'achat, notamment les coûts liés aux écarts générés par les installations bénéficiant de l'obligation d'achat mais aussi les coûts de gestion liés au traitement des contrats.

Le second concerne l'exclusivité dont bénéficie l'opérateur dominant sur son territoire de desserte de service public de distribution concernant le rachat de l'énergie mise à disposition sous obligation d'achat. D'autres solutions permettant une dissociation claire et transparente du rôle des acteurs et un renforcement du marché ouvert de l'électricité doivent être envisagées.

Question 1

Que pensez-vous de l'opportunité de changer la méthode d'évaluation des coûts évités hors ZNI en se fondant sur des prix à terme plutôt que des prix day-ahead ?

GDF SUEZ note le souci de la CRE de veiller à une meilleure concordance entre les charges prévisionnelles liées à l'obligation d'achat et celles constatées a posteriori. Le changement de méthode proposé conduit a priori à répondre en partie au souci de la CRE.

GDF SUEZ s'interroge toutefois sur l'impact de ce changement de méthode sur l'opérateur en charge du rachat de l'électricité. En effet, ce changement devrait conduire l'opérateur à modifier la façon dont il considère et gère, dans son bilan global (production propre, importation, exportation, achat et vente sur le marché, vente vers les clients), la production d'électricité issue d'installations bénéficiant de l'obligation d'achat.

Question 2

Dans l'hypothèse où la méthode serait modifiée, que pensez-vous de conserver la méthode de calcul du coût évité en vigueur pour les installations bénéficiant d'un contrat présentant une différenciation temporelle ?

GDF SUEZ est d'avis que la méthode à retenir doit permettre de calculer le plus efficacement possible le coût évité réellement supporté par l'ensemble des consommateurs au travers du paiement de la CSPE.

Compte tenu de l'incohérence entre les postes horo-saisonniers des contrats présentant une différenciation temporelle et la structure horaire des blocs cotés sur Powernext (période de pointe : 8h00 – 20h00 les jours de semaine), la méthode actuelle semble la plus pertinente.

Si de nouveaux contrats à différenciation temporelle se développent, GDF SUEZ suggère toutefois que ces nouveaux contrats soient élaborés en utilisant une référence aux heures de pointes telles que cotées sur Powernext.

Question 3

Avez-vous des observations à formuler sur le découpage de l'énergie produite de façon quasi-certaine ?

Ne disposant pas des courbes de charge des années écoulées ayant permis de réaliser ces calculs, GDF SUEZ n'est pas en mesure d'apporter d'observations particulières. GDF SUEZ est disposée à formuler un avis sur base des informations qui pourront lui être communiquées.

Question 4

Avez-vous des observations à formuler sur les valeurs des coefficients de puissance quasi-certaine envisagées ?

Ne disposant pas des courbes de charge des années écoulées ayant permis de réaliser ces calculs, GDF SUEZ n'est pas en mesure d'apporter d'observations particulières. GDF SUEZ est disposée à formuler un avis sur base des informations qui pourront lui être communiquées.

Question 5

Les références de marché proposées vous paraissent-elles pertinentes ?

GDF SUEZ s'interroge sur les propositions relatives au surplus de production quasi-certaine sur les deux derniers mois de l'année.

Etant donné que les cotations des mois M11 et M12 d'une année N ne sont pas disponibles avant le mois d'octobre de l'année N-1, le mode de calcul actuel des charges prévisionnelles pour ces deux

mois est conservé. Toutefois, il est proposé de modifier le mode de calcul des charges constatées pour l'opérateur.

GDF SUEZ s'interroge sur les raisons de cette modification qui ne répond pas a priori au souci de stabiliser les charges prévisionnelles de la CSPE et qui impacteront directement l'opérateur en charge du rachat de l'électricité.

Question 6

Quels ajustements proposeriez-vous et pour quel profil de production ?

RAS

Question 7

Que pensez-vous de l'échéance de mise en œuvre envisagée ?

GDF SUEZ n'a pas noté de proposition formelle d'échéance de mise en œuvre dans la Consultation de la CRE. Les exemples proposés se basent sur une mise en œuvre des évolutions des principes pour les charges de service public de l'année 2012, année pour laquelle le calcul des charges prévisionnelles débiterait au 01/01/2010.

Il est fait mention d'une période transitoire, à compter de 2010, pour les seules charges constatées au titre de cette année. GDF SUEZ n'a pas d'avis particulier concernant cette période transitoire qui impactera l'opérateur dans la gestion de son bilan.

Question 8

Pensez-vous qu'il serait pertinent d'appliquer cette méthode aux entreprises locales de distribution qui s'approvisionnent en partie sur le marché ou qu'il serait préférable de prévoir une dérogation pour ce qui les concerne ?

Compte tenu des modalités actuelles d'approvisionnement des ELD et du faible nombre d'installations bénéficiant de l'obligation d'achat raccordé aux réseaux des ELD, il nous apparaît opportun que les ELD bénéficient d'une dérogation et que la méthode actuelle continue à s'appliquer.

Question 9

Avez-vous des observations à formuler sur les principes de calcul proposés ?

GDF SUEZ renouvelle ses remarques formulées en réponse à la question 5.

Question 10

Quel serait, selon vous, l'impact de ce changement de référence de prix de marché pour le calcul du coût évité, sur l'activité des marchés de gros ?

Afin d'évaluer l'impact de changement sur l'activité de marchés de gros, GDF SUEZ doit disposer d'éléments précis sur la façon dont la méthode actuelle de calcul impacte les marchés de gros et donc, la façon dont l'opérateur gère, dans son bilan, l'électricité attendue des installations bénéficiant de l'obligation d'achat. En l'absence de ces informations, GDF SUEZ n'est pas en mesure de formuler un avis.

Question 11

Ce changement de référence vous semblerait-il bénéfique pour le développement des marchés à terme (liquidité, formation des prix, etc.) ?

Comme indiqué en réponse à la question 10, GDF SUEZ n'est pas en mesure de répondre à cette question qui revêt une importance de premier plan afin de favoriser le bon fonctionnement du marché de l'électricité.

GDF SUEZ est disposée à étudier plus précisément le sujet si des informations lui sont communiquées.

Question 12

Globalement, quelle est votre appréciation sur les principes envisagés de calcul du coût évité par l'obligation d'achat, décrits dans les paragraphes qui précèdent ?

GDF SUEZ partage le souci de la CRE d'avoir la meilleure visibilité possible concernant les charges constatées au titre de la CSPE.

Les nouveaux principes proposés impactent l'opérateur en charge du rachat de l'électricité. Ne disposant pas d'éléments sur la façon dont l'opérateur gère actuellement, dans son bilan, l'électricité attendue issue de l'obligation d'achat, GDF SUEZ n'est pas en mesure d'apporter d'avis sur l'impact de ce changement sur la liquidité et la profondeur du marché de l'électricité. GDF SUEZ souhaite toutefois que ce changement ne conduise pas à restreindre le développement du marché de l'électricité court terme et forward.

Enfin, GDF SUEZ note que, pour le solde de production (production hors production quasi-certaine évoquée en 5.3), aucun élément concernant les écarts générés par les actifs de production n'est pris en compte. GDF SUEZ rappelle son souci d'une compensation intégrale des coûts liés à l'obligation d'achat et souhaite que les écarts soient pris en compte.

Question 13

Outre la prévisibilité que ce mode de calcul apporte aux charges liées à l'obligation d'achat, voyez-vous d'autres effets de ces nouveaux principes sur la CSPE ?

A ce stade, GDF SUEZ ne note pas d'autres effets de ces nouveaux principes sur la CSPE. GDF SUEZ précise que le changement de méthode permettra de réduire l'écart entre les charges prévisionnelles et les charges constatées mais ne conduira pas à l'annuler.

Question 14

Si vous avez d'autres remarques, merci de les indiquer ?

GDF SUEZ n'a pas de remarque complémentaire à formuler.